L'ABEILLE DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

BUREAUX No 73, rue de Chartres, | NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 22 SEPTEMBRE 1865. | Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI MATIN, 22 SEPTEMBRE.

MM. Drake & Markham, rue du Camp, No 56, vendent des bottes en peau de veau, fines, à cinq piastres la paire.

Pour la liste des arrivages et des départs cette des importations, exportations et consignations, et ce qui concerne le mouvement du port en général, voir la partie anglaise.

ANNONCES
Sur la deuxième Page.

On trouvera désormais à la deuxième page de l'*Abeille* toutes les annonces de ventes à l'encan et de ventes judiciaires, ainsi que les avis du shérif et des cours.

Et à la troisième page, nombre d'annonces.

FEUILLETON.
Pour le feuilleton, voir la deuxième page.

Ventes à l'encan de ce jour.
Pour l'heure et les détails, voir aux annonces.

Par McCarren & Landry, pour le compte de la succession Gilbert Hawkins, au coin des rues Esmarda et Canal—Du beaux meubles, de l'argenterie, &c.

Par S. Turpin, à son magasin d'encan—Vins de vin français, vins, liqueurs, vermouth, huile d'olive, encre, &c., &c.

Par S. Turpin, au poteau 26, 2me District—Vin de Bordeaux en barriques.

Par E. Roger & Co, à leur salle d'encan—Vitres, outils pour forblantiers—Et à cinq heures de l'après midi, à la presse Fassman, 45 balles de coton légèrement avarié.

Par J. R. Crosat, à son magasin d'encan—Meubles.

Par J. P. Boiseau, à son magasin d'encan—Du sel de soude légèrement avarié, et du beurre légèrement avarié

Par F. Fernandez, à 10 heures, rue Gallatin, entre Hôpital et Quartier—La contenu d'une maison de pension et d'un café.

Par B Roger & Co, aux Nos 45 et 47, rue Vieille Levee Verre poli.

Par B. Guimbellot, au coin de la rue Bienville et du Passage de la Bourse—Meubles.

Par D. E. Murphy, sur la Levée, au pied de la rue de la Douane—Mats et spars. Aux Nos 27 et 29 de la rue Natchez—Limons.

La proclamation du gouverneur.

Nos lecteurs trouveront plus loin le texte de la proclamation du gouverneur Wells qui ordonne une élection pour le premier lundi de novembre prochain. Ceux qui chercheraient dans ce document une solution de la question tant controversée de la Constitution de 1864, seraient fort désappointés. Le nom de cette Constitution n'est pas même prononcé tandis qu'on nous apprend que l'élection aura lieu sous certaines rapports en conformité avec la loi qui *est la même que celle qui était en vigueur sous la Constitution de 1852.* Il est *légal* et *convenable*, nous dit la proclamation, qu'il y ait une élection de fonctionnaires d'Etat, et d'autre part, il est *requis* que des représentants soient élus le 1er lundi de novembre pour servir dans le 40e congrès des Etats Unis. En outre, la loi dit qu'il y aura le même jour des élections pour les sénateurs et les représentants à la législature de l'Etat. Telles sont les seules raisons légales invoquées par le gouverneur pour ordonner la tenue de ces différentes élections.

Bien que la proclamation évite avec soin de faire la moindre allusion à la Constitution de 1864, on s'aperçoit facilement que c'est décidément en vertu de cet acte que le gouverneur procède. En effet, la législature qu'il convoque ne sera que la continuation de la législature élue sous l'empire de la Constitution de 1864, puisque parmi les sénateurs d'Etat à élire il y en a qui doivent remplir les vacances causées par la mort de M. John Sullivan, par les démissions de MM. John P. Montamat, J. A. Newell, E. B. Jones, et par l'acceptation faite par E B Benson d'un emploi fédéral. Les conditions requises pour voter sont également empruntées au même acte.

M. Wells a voulu évidemment ménager les susceptibilités des populations en évitant de rappeler directement un passé regrettable, mais, tout en lui mettant gré de cette bonne intention, nous pensons qu'il eût été plus digne de faire de nécessité vertu et d'avouer franchement que sa position ne lui permettait pas d'agir autrement.

Comme on le remarquera, le gouverneur n'ordonne pas d'élection pour les emplois locaux. Nous ne le blâmerons pas de cette réserve. Les élections locales suscitent toujours une foule de rivalités qui peuvent être la cause de divisions dans les esprits. Or, en ce moment, toutes les préoccupations doivent se tourner vers la grande affaire du jour, la rentrée de la Louisiane dans l'Union. Il ne faut pas que des considérations d'ordre secondaire viennent se jeter à la traverse des graves intérêts qui sont en jeu. Lorsque la législature se réunira, elle aura la faculté d'ordonner des élections municipales et de pourvoir pour compléter la restauration du gouvernement civil dans toutes ses branches. D'ici là, il n'y a pas péril en la demeure.

En ce qui concerne les élections au Congrès, nous ne ferons que répéter ce que nous avons dit maintes fois sur la situation. Les envoyés du Sud n'auront aucune chance d'être admis dans la Chambre s'ils n'ont pas l'appui de l'administration. Cet appui sera évidemment refusé à tout homme qui aura pris une part prédominante dans le mouvement sécessionniste. Ceux qui sont dans ce cas doivent, pour le bien même de la cause, se tenir à l'écart. Il est facile de trouver dans notre population des hommes capables et qui, sans avoir jamais cessé d'être dévoués au Sud, n'offrent, cependant, dans leur passé aucune objection sérieuse. Ce n'est pas une affaire de principes, mais simplement une question de tactique. Il faut accepter la situation telle qu'elle est, avec toutes ses nécessités. C'est ce que comprendra, sans nul doute, la convention démocratique qui doit se réunir dans notre ville pour désigner les candidatures du parti. Jamais représentants n'auront eu une mission plus délicate, plus difficile à remplir, que celle dont seront chargés les hommes que la Louisiane et les autres Etats du Sud va envoyer à Washington. Tous les véritables conservateurs, dans le Sud, sont d'accord sur le but à atteindre, sur les résultats à obtenir. Il ne s'agit donc que de choisir des hommes ayant assez d'expérience, de sagacité et d'influence personnelle pour concilier les éléments divers sans l'appui desquels le succès est impossible. Que les délégués se pénètrent bien de la difficulté du rôle que les représentants seront appelés à jouer à Washington, et qu'ils recherchent parmi les candidats qui seront présentés ceux qui ont au plus haut degré les qualités requises pour bien s'en acquitter.

La législature d'Etat aura également une tâche fort grave, et il importe de n'y envoyer que des hommes sérieux, capables, intègres, ayant réellement à cœur le salut de l'Etat, et non des agitateurs politiques visant seulement à l'avancement de leur fortune personnelle. Le champ est plus libre pour le choix des représentants et des sénateurs d'Etat, et les considérations que nous avons fait valoir pour l'exclusion des citoyens compromis dans la sécession n'ont plus, dans ce cas, la même force. Ce qu'il nous faut surtout dans le prochaine législature, ce sont des administrateurs, des hommes d'affaires ayant de l'expérience, des planteurs au courant des questions à résoudre et quelques bons légistes. Mais qu'on nous fasse grâce des candidats qui ne recherchent une place au Sénat et à la Chambre que pour toucher des émoluments de quelques piastres par jour, ou pour se faire les courtiers de projets de loi présentés dans un intérêt individuel.

Il est aussi facile de faire de bonnes nominations, car les éléments ne manquent pas pour constituer une excellente assemblée. Mais malheureusement il est arrivé trop souvent que les gens les plus propres à bien gérer les affaires de pays ont refusé de s'y consacrer. En temps ordinaire, cette indifférence était blamable, dans la crise actuelle elle serait coupable et en même temps malavisée. Tout mérite fait à la cause générale est au bénéfice acquis à chaque intérêt particulier, et ceux qui ont les plus grands intérêts, tout homme intelligent le comprendra, doivent être les premiers à montrer leur temps et leur capacité au service de la chose publique.

Le Southern Star—Nous ne désirons pas prolonger la discussion entamée par le *Southern Star*, et sans relever le ton peu aimable de sa réplique, nous nous contenterons de rectifier l'erreur contenue dans sa revue des journaux. Nous n'avons pas dit que nous avions toujours approuvé et que nous approuvions encore *la conduite* du gouverneur Wells et celle du maire Kennedy ; nous avons dit que nous avions rendu justice à leurs "excellentes intentions." Pins bas nous ajoutions "notre devoir n'était-il pas de les avertir du danger et de signaler la faute si, dans notre conviction il y avait faute! C'est ce que nous avons fait, &c". C'est ce que nous continuerons à faire sans parti pris, une passion et commeil convient à un journaliste consciencieux.

La publication de la proclamation—On a généralement été surpris de voir que la proclamation du gouverneur Wells, si impatiemment attendue par tout le monde, n'avait paru que dans le journal officiel, L'*Abeille* aurait fait paraître, sans aucune charge pour le trésor, ce document en anglais et en français et, conformément à l'usage qui a été suivi depuis plusieurs années, une copie de la proclamation le 4 août été fournie. Il est regrettable que le gouverneur ait cru devoir s'écarter, dans cette circonstance, de ses propres précédents. Tant que le *Picayune* a été le journal officiel, nous avons toujours obtenu une difficulté des épreuves de tous les documents émanant du bureau du gouverneur ou de celui du maire.

Nouveau district militaire en Louisiane—La partie du département de la Louisiane, comprise entre le Mississippi, à l'est, le Washita à l'ouest et la Rivière Rouge au sud, formera un district séparé qui sera désigné par le nom de District du Nord Est de la Louisiane. Par ordre du major général Canby, le brigadier-général C. G Doubtitle, des Volontaires des Etats Unis, est assigné au commandement de ce nouveau district militaire, dont le quartier général sera à Monroe.

Service d'express sur le chemin de Jackson—M. J. B. Chaud er a établi sur la ligne du chemin de fer de Jackson un service d'express pour le transport des lettres et des journaux à toutes les stations et dans l'intérieur, qui supplera avantageusement à l'absence des communications postales. L'entreprise de M Chandler servira les abonnés de l'*Abeille* et de quelques autres journaux dans le voisinage des stations du chemin de fer de Jackson et du chemin de fer "Southern and Mississippi Central" et dans celui de Homesville, Liberty, Monticello, Union Church, Fayette, Caseville, Gallatin, Pine Bluff.

Les journaux seront délivrés aux abonnés francs de port, mais moyennant le droit de port ordinaire aux Etats Unis. Magnolia étant le seul bureau de poste entre la Nouvelle Orléans et Jackson, les lettres mises à la poste ou les paquets envoyés là par le Commercial Express à l'agent de "Chandler's News Express" seront expédiées à destination.

Le bureau de M. Chandler à la Nouvelle Orléans est rue Carondelet No 48 Il fait des avances sur consignations de produits et se charge de remplir les ordres pour la campagne.

Bibliothèque et instruments de chirurgie—Mardi prochain, 26 du courant, il sera vendu par le ministère de MM. Nolligan & Von Zielsen, encanteurs, au No 139 de la rue de la Douane, les meubles, les instruments de chirurgie et la bibliothèque de feu le Dr. F G. Grall, quelques appareils mécaniques, de l'argenterie, &c., &c.

Correspondance officielle

Entre le général Canby et le maire Kennedy.

Nous avons trouvé hier matin, dans le *Southern Star*, toute la correspondance officielle qui a été échangée entre le général Canby et le maire Kennedy, au sujet des wharves de la ville. Nous ne pouvons la reproduire en entier attendu qu'elle remplirait à elle seule une bonne partie de notre numéro, mais nous en ferons un résumé suffisamment étendu pour que tout le monde puisse saisir l'intérêt de cette question parfaitement locale.

La première pièce est une lettre, datée du 23 août, adressée au maire Kennedy, suivant les instructions du général Canby, par le brigadier-général Gen. L. Andrews, son chef d'état-major, lettre ou il est notifié au maire que telles parties des quais ont été réservées pour des besoins militaires et que ces parties ne devront entrer dans aucun engagement relatif au fermage des levées et des débarcadères par la ville.

Les parties réservées sont : un espace de quai entre les rues Religieuse et Jackson, 300 pieds devant la Douane, sur 120 pieds de profondeur, un espace entre les rues Peuplier et Quatrième, les levées et les débarcadères entre les rues Julie et Lafayette, et l'espace occupé par le chemin de fer de la rue St-Joseph, tant que les Etats-Unis voudront s'en servir.

Le major général commandant réaffirme le titre des Etats-Unis sur tous les wharves et levées comme propriété cessionée. Ce titre n'a pas encore été abandonné par le département de l'intérieur du gouvernement général, et jusqu'à ce que cela soit fait, il ne peut être disposé à long terme d'aucune partie de cette propriété.

Il est dit de plus dans cette lettre que le général Canby n'a appris que par accident le projet de fermage des wharves, et qu'il demande à être informé à l'avenir de toutes les affaires que les autorités de la ville auraient en vue et dans lesquelles les Etats Unis pourraient être intéressés.

Le 24 août, M. Mc. Kennedy, sans perdre de temps répondit qu'il n'avait pas la moindre idée que les débarcadères ou wharves de la ville pussent être réclamés comme propriété par les Etats Unis et qu'il soupçonnait même de leurs droits en les affirmant, que la ville était dans une grande gêne financière et qu'il n'avait vu que ce moyen de l'en sortir, qu'on demandait $200,000 pour réparer les wharves et que le trésor de la ville ne pouvait pas même faire face à la dette flottante ; que depuis quatre ans il y avait chaque année des milliers de contribuables incapables de payer leurs taxes, que dans cette situation, il fallait ou affermer les wharves ou les abandonner à l'autorité fédérale pour qu'elle fit elle-même les avances nécessaires à leur conservation.

M Kennedy ajoute qu'il est obligé d'annuler les contrats déjà faits, qu'il le regrette vivement et qu'il a lieu de penser que le Président sera désappointé lui-même attendu qu'il lui avait exprimé l'intention, il y a quelques mois, de faire régler promptement et équitablement tous les réclamations que la ville pourrait exercer honorablement contre le gouvernement.

A la même date M. Kennedy adresse aussi au gouverneur Wells une autre, contenant celle du brigadier général Andrews, et où il explique la situation de la ville. La dette se compose de $10,108 436 et de $2 741,000 de circulation, ou tout $12 859,436 ; sans compter les réclamations courantes et les dettes non réglées qui feraient monter le total général à au moins 13 millions de piastres.

Il est dit dans cette seconde lettre du Maire Kennedy que plus de 8000 procès pour taxes arriérées ont été intentés par ordre militaire, et que deux ou trois mille personnes qui n'ont pas payé l'année dernière, doivent être ajoutées aux contribuables délinquants des années précédentes.

A la lettre du maire, sous la date du 24 août, le général Canby répond, à la date du 6 septembre, qu'il demanderra au département de la guerre la nomination d'une commission qui indiquera les parties de port ou de débarcadère qui devront être réservées pour l'usage des Etats Unis et que dans cette réserve on aura égard. Quant à la demande de M. Kennedy à se joindre à l'armée du Mississippi, il déclare qu'il ne peut accéder à cette demande.

Le général Canby ajoute que le gouvernement des Etats Unis loin d'être responsable de la gêne financière où se trouve la ville, a avancé beaucoup d'argent pour remplir, à diverses fois, des œuvres de charité envers les pauvres, et que de ces sommes, ainsi décaissées de leur dépense primitive, tous les commandants militaires qui se sont succédé sont ainsi que lui-même toujours pour responsables.

Le maire Kennedy réplique à cette dernière lettre du général Canby en exposant ses plans financiers, qui auraient pour résultat une économie d'un million de piastres, s'il lui était libre de les mettre en pratique ; il dit qu'il regrette également le refus de voir accorder par des objections d'opposition de l'autorité militaire.

La lettre Kennedy termine en lettre par ces paroles :

"Regrettant sincèrement, général, mon impuissance à remplir mes devoirs administratifs d'une manière qui vous soit agréable, tout en me confirmant aux instructions reçues du Président, je renouvelle l'assurance que rien ne me détournera de la ligne de conduite qu'il a suivie, même à l'égard des plus petits détails, j'ai l'honneur d'être, général,

Votre respectueux et obéissant serviteur,
Ex. Kennedy, maire.

POSTSCRIPT

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*.

ARRIVEE DE L'*AUSTRALIAN*.

Marché de Liverpool.

DEMONSTRATION DES FENIANS.

DISPARITION DU CHOLÉRA.

L'incendie à Stamboul.

MARCHES DE LIVERPOOL.

Marché de New York.

New York, 21 septembre—Le steamer Australien, parti de Queenstown le 10, vient d'arriver.

Le coton était calme, le middling coté à 18 3/4. Les cérales fléchissaient ; pas de changement dans les provisions, le café tenu ferme, et le sucre en hausse.

Les troubles occasionnés par les *Fenians* éclataient de toutes parts. Le gouvernement faisait stationner des chaloupes canonnières sur les côtes occidentales d'Irlande.

Le choléra avait disparu de Constantinople.

Vingt mille personnes se trouvaient sans abri, par suite de l'incendie.

La conférence à Gastein paraît n'avoir pas satisfait les gouvernements d'Angleterre, de France et de Russie.

New York, 19 septembre—Le vapeur *Damascus*, parti de Liverpool le 8 septembre, est arrivé.

Coton ferme, et hausse.
Ventes de la semaine : 120,000 balles.
Pas de mouvement dans les céréales.
Marché de Manchester actif.

Marché de New York.

Coton ferme, avec des ventes de 3,000 balles
Provisions fermes
Change sur Londres 110.
Or actif à 144.

Nouvelles télégraphiques

(Télégrammes des 18, 19 et 20 septembre)

On écrit de Washington que le juge Paschal et d'autres éminens citoyens y séjournent pour presser la mise en liberté de Jeff Davis.

Un train a roulé de Philadelphie à Lynchburgh, Virginie, sans changement de wagons.

La réclamation des banques de Richmond sur les sommes en espèces trouvées dans les bagages de Jeff. Davis fors de son arrestation en Georgie, repose sur un terrain très peu satisfaisant. On peut prouver que l'argent fut emporté de Richmond comme propriété confédérée, et qu'une partie a été employée pour payer les troupes.

Wirz, dans la séance de la cour du 18, a été emporté hors de l'enceinte du tribunal, sous une garde militaire qui ne l'a pas quitté pendant qu'il était étendu sur un sopha, dans un état de faiblesse extrême. Un médecin de la prison de Washington, lui a administré de l'éther.

La cour s'ajournera demain par suite de l'absence du major Gen'y.

Les prêtres catholiques romains que Wirz désirait voir, n'ont pas encore eu une entrevue avec lui, le délai vient du temps qu'il a fallu pour obtenir des pièces du département de la guerre.

Affaires de l'Amérique du Sud.

Les derniers journaux de Buenos Ayres reçus à New York disent que le peuple de la Confédération Argentine est tout à joindre l'armée qui va agir contre le Paraguay.

Le général Urquiza dit qu'il considère la lutte comme si sacrée qu'il rejoindrait les légions en campagne quand même il serait abandonné de ses fils.

Le gouvernement argentin a pris des arrangemens pour lever des troupes en Europe afin de chasser les Paraguayens de la province brésilienne de Rio Grande.

L'empereur a ordonné la levée de tous les hommes valides, et 30,000 hommes des autres provinces doivent sous délai se joindre à eux.

Le président Lopez, du Paraguay, déploie la plus grande vigueur pour faire face aux attaques des trois puissances. Tout homme en état de porter les armes sera obligé d'entrer dans l'armée.

Les travaux de l'agriculture seront faits par les femme. On disait que Lopez avait pris de 100,000 hommes sous les armes, ce qu'il était pourvu d'un excellent matériel de guerre.

Indiens.

On écrit de Fort Smith qu'une parfaite réconciliation paraît exister parmi les tribus indiennes, excepté la tribu des Cherokees.

Parmi les postulants prochainement qui ont été reçus à l'Académie de West Point, se trouve le général Henry C. Wayne, de Georgie.

Convention de l'Alabama.

M. Sanders, du Sénat, demande que le Président nomme un gouverneur provisoire, qui sera chargé de rédiger une pétition pour le pardon de Jeff. Davis, de recueillir des signatures et d'adresser la pièce au Président le plus tôt possible.

Un membre propose d'amender la résolution concernant l'élection des membres du Congrès et ses officiers d'Etat en y ajoutant une clause pour que les élections municipales de Mobile aient lieu le 1er lundi de décembre prochain.

L'ordonnance sur l'élection qui a été adoptée autorise l'élection du gouverneur, l'élection des membres du Congrès et des officiers d'Etat pour le premier lundi de novembre.

La Législature est rassemblée le troisième lundi de novembre.

La Convention invite le gouverneur provisoire à appeler immédiatement la milice de chaque comté pour supprimer les troubles et les désordres qui ont eu lieu dans beaucoup de comtés.

Les meuniers soudoiens de la rue de Sud à New York ont été déroutés le 20 par le feu. La perte est de $400,000 à $500,000.

Soldats de couleur.

On avait enrôlé au service militaire du Nord, 180,000 nègres depuis le commencement de la guerre. La mort en a moissonné 50,000, et 60,000 des 130,000 qui restaient ont été renvoyés du service. Il en reste donc 70,000 sous les drapeaux.

Alexandre Stephens sera bientôt mis en liberté et s'en retournera en Georgie pour aider le gouverneur Johnson dans ses efforts pour la restauration de l'Etat.

Le général Schofield partira pour l'Europe le 1er octobre en mission auprès d'un gouvernement étranger qu'on ne mentionne pas.

Le général Howard du bureau des affranchis ira bientôt faire un tour dans les Etats du Sud pour étudier la situation des freedmen.

On a reçu de Mexique des nouvelles qui disent que Juarez n'a pas l'intention de quitter le pays, qu'il a établi un gouvernement à El Paso, mais qu'il établira bientôt sa résidence dans une des villes de l'intérieur. Il ne désespère pas du succès.

Le major général Osterhaus a pris le commandement du département du Mississipi. Sheridan est parti pour New York.

Le Commercial Advertiser dit qu'un négociant de Portland rapporte que John Surratt était à Montreal, il y a une semaine, et qu'une fois, lorsque les limiers de police étaient à sa recherche, il était caché sous un autel dans une des églises de la ville.

On pensait qu'il partirait pour l'Angleterre par le steamer St-George.

Une dépêche de Washington dit que Jas. E. Saker, de la Caroline du Sud, a été pardonné.

M. M. T. Hanter est reparti pour retourner chez lui en Virginie.

Le général Pillow est arrivé à Washington et a adressé sa demande de pardon.

Le droit de port sur les lettres pour le Schleswig Holstein, par les steamers prussiens, est de 31 cents pour les lettres affranchies et de 39 cents pour les lettres non affranchies.

George L. Garrison qui avait apporté à Norfolk la boîte contenant les papiers volés aux prisonniers d'Andersonville, a été arrêté et mis à la forteresse Monroe.

Marchés de New York.

Le 20 à 10 P. M. Le coton a fermé à 46 cents pour le middling. L'or était à 143 7,8 et le sterling à 110.

La farine avait haussé de 15 cents. Le sucre était ferme à 14 3/4.

Décédé ainsi, à 6 1/2 heures du matin, dans sa 2e année Jefferson, Estelle Delesy, âgée de 2 ans. Les amis et connaissances de la famille sont invités à assister à son enterrement auquel aura lieu aujourd'hui à 10 heures du matin, qui sera bien aujourd'hui à 10 heures du matin, dont le corps est exposé à la chapelle ardente.

De la part de sa famille.

A VENDRE.

Un petit bateau à vapeur sur les eaux, en bon état, et bon état d'entretien à E. B. ROBERTSON jr, rue du Camp, No 56, ou à ROMAN & OLIVIER, rue [illegible]

[illegible] sont encore, [illegible]

PROCLAMATION
PAR LE GOUVERNEUR WELLS.

Attendu qu'il est légal et convenable qu'une élection ait lieu dans chaque paroisse de l'Etat pour les places de gouverneur, de lieutenant-gouverneur, de secrétaire d'Etat, d'auditeur, de trésorier, d'avocat-général et de surintendant de l'instruction publique;

Attendu qu'il est requis nommer de l'Etat, devant servir dans le quarantième congrès des Etats-Unis, sont requis d'être élus le premier lundi de novembre prochain 1865, à savoir:

Un représentant pour le premier district congressionnel, composé des paroisses de St-Bernard et Plaquemines, de la rive droite de la paroisse d'Orléans, des neuvième, huitième, septième, sixième et cinquième districts reputés municipalités de la paroisse d'Orléans, et de cette portion du quatrième district représentatif de la paroisse d'Orléans, qui est comprise entre les rues St Louis, Rampart, Canal et le lac Pontchartrain.

Un représentant pour le second district congressionnel, composé de cette portion de quatrième district représentatif de la paroisse d'Orléans qui est comprise entre les rues St-Louis, Rampart, Canal et le fleuve Mississipi, les troisième, second et premier districts représentatifs de la paroisse d'Orléans et de cette portion du dixième district représentatif de la paroisse d'Orléans qui est située au dessus et désignée par les stations extrêmes entre le dixième ward de la paroisse d'Orléans.

Un représentant pour le troisième district congressionnel, composé de cette portion de dixième district représentatif de la paroisse d'Orléans qui est comprise entre le dixième ward de la ville de la Nouvelle Orléans, et des paroisses de Jefferson, Washington, St-Tammany, Ste-Hélène, Livingston, St-Charles, St-Jean Baptiste, les paroisses Lafourche, Terrebonne, Assomption et Ascension.

Un représentant pour le quatrième district congressionnel, composé des paroisses de Natchitoches, Sabine, Calcasieu, Ouachita, Caldwell, Franklin, Madison, Tensas, Concordia, Catahoula, Winn, Caddo, et Claiborne, et

Attendu qu'il est nécessaire requis par la loi que le dit jour, des officiers d'Etat servent dans par chacun des districts susmentionnés dont les noms suivent pour remplir les places de ceux dont le terme de service est expiré, savoir :

Trois sénateurs pour le district composé des premier et quatrième districts de la ville de la Nouvelle Orléans, (l'un pour remplir la vacance occasionnée par la mort de John Sullivan)

Trois sénateurs pour le district composé du second et quatrième districts de la ville de la Nouvelle-Orléans (un pour remplir la vacance occasionnée par la démission de John P. Montamat.

Un sénateur pour le district composé de la paroisse de Jefferson.

Un sénateur pour le district composé des paroisses de St Jean Baptiste et de St Jacques.

Un sénateur pour le district composé des paroisses St-Landry, Lafayette et Calcasieu.

Deux sénateurs pour le district composé des paroisses d'Orléans, (un pour remplir la vacance occasionnée par la démission de J. A. Newell)

Un sénateur pour le district composé des paroisses Plaquemines, St-Bernard et Ste-Hélène. De Soto et Caddo.

Un sénateur pour le District composé de la paroisse de Ste Marie.

Un sénateur pour le district composé de la paroisse St-Tammany.

Un sénateur pour le district composé de la paroisse St-Martin et Vermillion, pour remplir la vacance occasionnée par la retraite de E. B Benson qui a accepté une place sous les Etats Unis.

Et attendu qu'il est prescrit en outre par la loi que le dit jour, savoir, le premier lundi de novembre prochain, il sera fait des rapports aux dites officiers d'exemption contenant les noms des personnes, ne pouvant voter à moins qu'elles n'aient obtenu de présidents un pardon spécial.

Dans tous les autres rapports l'élection sera conduite formellement et à la loi, qui est la même que celle de 1864, et les rapports seront promptement faits au secrétaire d'Etat.

Pour tous quoi, cette proclamation, sous notre seing, servira d'autorisation.

Donné à notre résidence et sous le sceau de l'Etat, dans la ville de la Nlle Orléans, ce 21 septembre de l'année de Notre Seigneur et la 90me des Etats-Unis.

J. Madison Wells,
Par le Gouverneur :
E. Wentworth, secrétaire d'Etat

CONSULAT DE BELGIQUE.

Nlle Orléans, 21 septembre 1865.

Sont prié de se présenter au bureau du Consulat, [illegible] pour l'élève importation [illegible]

Vicomte Vilain (Gabriel) d'Adignon,
Baron de Gerlache,
Jean Baptiste Van Camp. Suppl.

CHRONIQUE LOCALE

Election de délégué.—Les membres dont les noms suivent ont été élus délégués à la convention démocratique nationale d'Etat pour la 5e District représentatif : John Youngs qui a reçu 130 voix— *A. Durbec*, 128—Anthony Bonz, 128—George Clark, 128.

Pour le 6e District représentatif ont été élus MM. G Cousins, qui a reçu 69 — A. Lapeyrade 72—H. P Bastian, 67—C. F. Harper, 66.

TEMPERATURE.

Thermomètre de C. Benabel, opticien, 21 septembre 1865. Fahrenheit. Centigrade.
6 heures du matin 77 25
midi 92 33
3 heures du soir 91 32 1/2
6 heures 81 27

Cour Provostale—Une personne qui avait négligé ou refusé de se conformer à l'ordre militaire relatif à la propreté des lieux, a été condamnée à 0,25 d'amende. La plainte était formulée par l'honorable don Rodriguez.

—Les hommes de couleur qui les officiers Baldoni, Fenner, Trower et autres avaient arrêtés pour contravention à l'ordonnance qui a trait au jeu, ont subi un interrogatoire. Le Prévôt fera connaître au défendeur quand prochain.

—Un citoyen que le recorder Cammell avait envoyé devant le magistrat pour s'être enivré, avait troublé la paix, avait traité de pleutre de lâche, et même menacé, a été puni d'un fort mais dur mais d'un permis, a été condamné à $250 d'amende ou trois mois de prison.

Horrorisme et arbitre.—Le nombre de voleurs surveillés était hier vers midi à deux heures, de 5966, soit dix mendiés, de 6966.

Devant la première cour de district—Joseph Peten et Joseph Cartier ont été envoyés devant la Première Cour de District pour prévention de vol de drap qui appartient à M. B Fellman, rue Baronne. Les deux ont donné de cautionnement.

Le nègre Jean Jeanne de Harel canaillon à quitter l'Etat, a été envoyé devant le même tribunal.

—Rose et Seraphine ont Alphonse Fortunes de Lorain, ont été envoyées devant le même tribunal.

A l'hôpital—L'officier Bynam a fait transporter à l'Hôpital de Charité, dans la nuit de mercredi à jeudi, un homme blessé qui était considéré comme très grave. Il a reçu un coup de sang. On ignore son nom.

Enquête—Le coroner a procédé ici levée du corps de Dennis Carroll mort l'assommé au No 147 de la rue Josephine, Quatrième District. Carroll est né en Irlande et avait vingt-six ans.

La prison—Frank Goldwin, commis de boutique à vapeur G. A. Thompson, a été envoyé en prison par ordre du recorder Cammell. Le Mayor, lieutenant de la police du Deuxième District, l'accuse d'avoir blessé Henry Biggins d'un coup de pistolet. La blessure est très grave. L'accusé restera en prison jusqu'à ce que la médecin ait prononcé sur l'issue de Biggins.

Coton—Les officiers Hathorn et Taney ont fait transporter au bureau de la chef de police un nouveau lot de balles de coton enlevées à ceux qui les débarcadères des bateaux à vapeur.

ATTENTION.

M. B. B. Murphy, encanteur, vous, aujourd'hui, à [illegible]

M. B. Murphy, encanteur, vous, aujourd'hui, dans [illegible]

Le [illegible] sera exposée sur la vente [illegible] [illegible] aujourd'hui à dix heures, [illegible] [illegible] [illegible]